



CTSD du mardi 29 mars 2022

Déclaration liminaire de la FSU



ENGAGÉ·ES
AU QUOTIDIEN

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Tout d'abord un étonnement sur le calendrier retenu au niveau académique, qui fait fi des instances qui ont lieu alors que le mouvement de mutation va bientôt prendre fin dans le second degré. Quelle étrange vision du dialogue social quand il s'agit de valider *a posteriori* des créations et suppressions de postes déjà présentées sur le site académique depuis une bonne semaine. **Un CT ne peut être considéré comme une chambre d'enregistrement.** Par ailleurs, **au moins 6 postes ont été supprimés sans que des CA aient émis un vote en ce sens** : il s'agit d'un poste d'Allemand à Camille Vernet, d'Allemand à Cléon d'Andran, de Mathématiques à St Vallier, d'Anglais à Buis les Baronnies, d'Education musicale à Porte les Valence, d'EPS à St Jean en Royans et de Technologie à Paul Valéry. De plus, le CA DG de St Sorlin en Valloire aura lieu cette semaine, une création de poste en Mathématiques ne pourra être votée car le rectorat a placé deux stagiaires, diminuant ainsi les opportunités de mutations dans une discipline sous tension.

Nous approchons des élections présidentielles et il est l'heure de tirer le bilan de ce quinquennat. Cette préparation de rentrée symbolise à elle seule la politique délétère menée depuis 5 ans par le ministère. **Avec 21 suppressions sèches dont 7 mesures de cartes**, la Drôme s'envole vers de tristes records. Pour rappel, l'an dernier, il était question de « seulement » 7 suppressions de postes. Les mesures de cartes et les compléments de services sont à l'avenant, avec de réelles difficultés à prévoir dans de nombreuses disciplines lors du mouvement de mutations intra-académique, en Allemand par exemple avec une création pour trois suppressions (dont une en lycée) et trois MCS, en Anglais, en Histoire-Géographie, en Mathématiques. L'ajout de postes de CPE dont on sait qu'il s'agit de pour certains de personnels qui ne seront pas vraiment présents dans leur établissement car ils sont affectés à des missions sur l'ensemble du département, relève presque plus de la posture médiatique que de l'efficacité pour les vies scolaires des établissements et pour nos élèves.

Les compléments de services sont toujours plus nombreux et les conditions de travail de ces personnels auront un impact sur les conditions d'études des élèves. Avec une telle saignée de postes, il devient plus que difficile pour les services – et ce malgré leur travail et leur bonne volonté – de trouver des compléments de services corrects, c'est-à-dire pas trop éloignés de l'établissement d'origine.

Nous reviendrons bien entendu sur ces points lors de l'examen des documents.

Finalement, cela est l'aboutissement des nombreuses suppressions de postes depuis 5 ans, du manque d'attractivité du métier, et globalement du **manque de moyens donnés aux personnels pour un service public d'éducation digne de son nom**. Passons les retours de millions d'euros à Bercy, les conseils hors de prix de Mc Kinsey qui auraient dû abonder la création de postes ; passons le retour des Mathématiques dans le tronc commun en lycée après leur suppression précipité ; passons donc les conditions d'études de nos élèves, sacrifiés sur les valeurs comptables du néoliberalisme alors qu'ils ont besoin de plus d'école avec plus d'enseignants, après deux ans de pandémie. Passons aussi sur l'accueil fait aux nouveaux entrants dans le métier, sans formation.

Par ailleurs, les perspectives d'avenir que représentent les projets présidentiels ne sont pas là pour nous rassurer ; en premier lieu celui du président-candidat qui vise à détruire le service public d'éducation. Parmi les propositions provocantes qui font réagir la profession, une annonce de dégel du point d'indice, suivie presqu'immédiatement d'un silence assourdissant, comme pour mieux mettre en avant le retour du « travailler plus pour gagner plus » et refuser définitivement de revaloriser « ceux qui ne sont pas prêts à s'engager et à faire plus d'efforts », la fin du CAPES et le recrutement par les chefs d'établissements, l'entrée des entreprises dans les collèges, ... C'est bien la fin de l'égalité républicaine sur tout le territoire qui est recherchée, et certainement aussi l'abandon de la formation de futurs citoyens, qui est le fondement de l'école publique, par la formation de futurs employés corvéables.

La FSU entend prendre toute sa part pour lutter contre cette vision réactionnaire de l'école. **Elle continue de réclamer un véritable plan d'urgence pour l'école, une revalorisation des traitements par la revalorisation du point d'indice, la fin de la marchandisation du système éducatif, l'abrogation de la loi TFP et le retour de véritables commissions (CAPA, FPMA, CHSCT) pour mettre fin à l'opacité de la gestion de carrière ; enfin, l'abandon d'une vision néolibérale et purement comptable de l'école.**